

MONDE

Albanie: Berisha cherche la sortie

Le Président et l'opposition lancent un appel au calme.

Tirana envoyé spécial

Après presque une semaine de troubles, le président albanais commence à lâcher du lest, réalisant l'impossibilité de réprimer militairement la rébellion de Vlora et d'autres villes du Sud. Ravalant sa superbe, Sali Berisha a rencontré hier l'ensemble des partis d'une opposition dominée par les socialistes (ex-communistes) pour la première fois depuis les élections législatives de mai 1996 marquées par de nombreuses irrégularités. A l'issue de six heures de réunion, le Parti démocratique au pouvoir et les neuf autres forces politiques du pays ont lancé un appel commun demandant à la population de rendre les armes dans les 48 heures et annonçant une suspension des opérations militaires pendant ce délai. L'appel promet aussi une amnistie pour tous ceux qui n'ont pas commis de «crimes», ainsi que la création d'une commission d'enquête parlementaire pour déterminer les responsabilités dans les scandales des pyramides financières où un Albanais sur trois avait placé ses économies.

L'opposition méfiante. «C'est un premier pas, et seulement un premier pas, vers une solution qui ne peut être que politique», affirme, prudent, Neritan Ceka, archéologue et président de l'Alliance démocratique, petite formation composée pour l'essentiel de compagnons de la première heure de Berisha dans la lutte pour

la démocratie, ensuite écœurés de l'autoritarisme croissant de l'homme fort de Tirana.

Beaucoup de participants de la table ronde n'avaient pas dormi chez eux la nuit d'avant, craignant les agressions des hommes du Shik (police secrète) et des nerfs du pouvoir. «La situation est absurde, nous négocions dans la journée avec Berisha mais nous devons nous cacher la nuit à cause de ces bandes qui, même sans ordre, ont constitué leurs listes d'opposants et de journalistes à qui régler leur compte», ironise, amer, l'écrivain Prec Zogaj, un autre dirigeant de l'Alliance démocratique. Les négociations reprendront dès la fin de semaine pour la désignation d'un nouveau Premier ministre bénéficiant d'un «large consensus». Mais personne ne se fait trop d'illusions.

«Pourquoi les gens rendraient-ils les armes alors qu'aucune des revendications qu'ils avançaient depuis des semaines n'a encore été satisfaite?», souligne un dirigeant socialiste. Les leaders de l'opposition, unanimes, exigent un gouvernement de coalition ou de techniciens pour préparer des élections anticipées réellement libres et honnêtes. «Nous offrons avec cet appel

notre autorité morale, mais nous n'avons pas obtenu grand-chose en échange», résume crûment Prec Zogaj, qui, comme beaucoup d'autres, craint que le pouvoir ne cherche seulement à sauver les apparences au moment où arrive à Tirana une délégation du Conseil de l'Europe. L'Albanie en est membre à part entière depuis bientôt deux ans.

Un régime isolé. Ces derniers jours, les capitales européennes ont toutes clairement rappelé à Tirana qu'il fallait ouvrir le dialogue avec l'opposition et organiser de nouvelles élections. Washington a été encore plus explicite, critiquant ouvertement déjà depuis plus d'un an les dérives autocratiques d'un Président longtemps choyé. Depuis plusieurs mois, de nombreux conseillers américains qui aidaient les autorités albanaises, et en premier lieu l'armée, ont fait leurs valises. L'ambassadeur américain avait déjà l'an dernier ostensiblement boudé la première session du Parlement issu des élections contestées de mai 1996. Lundi, au lendemain de la proclamation de l'état d'urgence, tous les ambassadeurs occidentaux s'étaient abstenus d'assister à la réélection à la sauvette de Berisha par un Parlement à sa botte. Ces signaux sont explicites. Même s'il joue comme ses prédécesseurs communistes sur la fibre de l'orgueil national, Sali Berisha ne peut que prendre acte de cet isolement croissant. Et surtout il lui est impossible de miser sur la force face aux rebelles.

Malaise dans l'armée. «Il cherche à éviter un bain de sang mais il a aussi compris que l'armée ne veut, ni même ne peut, désormais écraser ce soulèvement», souligne un diplomate occidental. L'arrestation hier de 4 officiers supérieurs coupables de ne pas avoir défendu les casernes à Vlora illustre une nouvelle fois la crise de militaires toujours plus réticents à faire du maintien de l'ordre et à tirer sur le peuple. Nombre d'officiers et de sous-officiers sont encore ceux de l'ancien régime, souvent originaires du sud de l'Albanie, comme la plupart des cadres communistes. Peu motivée, cette armée de quelque 54000 hommes est aussi mal équipée et mal entraînée malgré la coopération américaine commencée en 1993. L'essentiel du matériel est toujours soviétique et surtout chinois. Et les quelques régiments formés grâce aux conseillers américains ne semblent guère disposés à faire le sale travail. La police n'est guère mieux préparée. Le pouvoir ne peut réellement compter que sur les agents du Shik, pour la plupart venus des montagnes du Nord – fief du Parti démocratique – et sur les militants devenus miliciens pour le ministère de l'Intérieur qui tous nourrissent une «fidélité vassalique» à Sali Berisha. Hier, selon plusieurs sources, sept villes du Sud étaient toujours en état d'insurrection. A Vlora, sept personnes auraient été tuées dans les dernières 24 heures ●